

ABONNEMENTS & ANNONCES		LE NUMÉRO		ÉDITION DU MATIN		LE NUMÉRO		TARIF D'ABONNEMENTS	
A ROUBAIX : Aux bureaux du Journal, Grande-Rue, 71.		5		TOUS LES JOURS		5		Roubaix - Tourcoing, le Nord et les Départements : Trois mois... 3 francs.	
A TOURCOING : Aux bureaux du Journal, rue Sarrasin, 33.		Centimes		SIX ou HUIT pages		Centimes		Haut-Rhin, le Centre, le Midi et l'Alsace : Six mois... 5 francs.	
A LILLE : Chez M. Verrière, rue de la République, 7.				BUREAUX & RÉDACTION				Les autres Départements et l'Étranger le port en sus.	
A PARIS : Dans les agences de publicité.				ROUBAIX, 71, Grande-Rue, Téléph. 554 et 1070				AGENCE PARTICULIÈRE A PARIS, 26, RUE FEYDEAU	
En vente à Paris dans les Bibliothèques des Garcs et principaux Libraires				TOURCOING, 33, rue Carnot, Téléphone 1240					

LE SERVICE DE TROIS ANS A LA CHAMBRE

L'aviateur Bernard et sa passagère se tuent à Buc

George V et le Tsar à Berlin

Le mariage de l'unique fille de l'empereur Guillaume, chef de la maison de Hohenzollern, avec le duc de Cumberland, prince héritier des droits de la maison de Hanovre, met fin à un différend des plus épineux qui appartient à l'histoire de la formation de la Prusse moderne et de la constitution de l'Empire allemand. La présence du roi et de la reine d'Angleterre et du Tsar ont donné une solennité particulière à cette cérémonie, mais en ont surtout accentué le caractère familial. Il se trouve, en effet, que les liens de parenté qui rattachent la famille impériale d'Allemagne aux maisons souveraines d'Europe se trouvent en dehors du régime politique de la Triple-Alliance et que, s'il n'en existe pas du côté des maisons souveraines d'Autriche et d'Italie, ces liens sont, au contraire, très étroits du côté des maisons souveraines de la Triple-Entente.

Jemmes en couche. L'après-midi, elle a continué le débat sur la loi de trois ans.

Le Sénat a voté jeudi après-midi le budget de 1913. L'aviateur Bernard et une passagère qu'il avait à bord, ont fait une chute à Buc et se sont tués tous les deux. Au cours de diverses escarmouches autour de Tétouan, treize soldats espagnols auraient été tués. L'Académie Française a décerné le grand-prix de littérature à M. Romain Rolland. Un incendie a détruit un dépôt militaire à Liverpool. On soupçonne les suffragettes d'avoir mis le feu.

LES DRAMES DE L'AIR

Grave Accident à Buc

L'AVIATEUR BERNARD & UNE PASSAGÈRE SE TUENT

Buc, 5 juin. — Un terrible accident d'aéroplane s'est produit à l'aérodrome de Buc. Le pilote Bernard et sa passagère, Mlle Anicel, se sont tués dans les conditions suivantes : Après avoir donné les leçons habituelles à ses élèves, Bernard avait pris à ses côtés Mlle Anicel, sur son appareil à double commande, se rendant généralement aux apprentis. Bernard venait d'effectuer un très joli vol suivi d'un virage rapide et d'une descente à pic. L'aéroplane s'est élevé, son élève s'est affirmé sur ce point. Toujours est-il que l'appareil piqua sur le sol et se retourna. On se précipita au secours des deux infortunés, qui gisaient sous les débris de l'appareil. Avec précautions, ils furent dégageés et transportés immédiatement à l'hôpital de Versailles, mais quelques secondes après l'accident, les deux victimes avaient succombé.

LES CONGRÈS

LE CONGRÈS

Fédération Républicaine

Paris, 5 juin. — Le Congrès de la Fédération républicaine a été ouvert cet après-midi, dans les salles de la Société d'Agriculture.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

LES LOIS SOCIALES : Le Repos des femmes en couches

VOTE DE L'ARTICLE 1^{er} DU PROJET DE LOI

LE PROJET DE LOI MILITAIRE

M. Thalamas termine son discours

M. André Lefèvre défend le service de trois ans

INFORMATIONS

L'ouverture de la pêche

Paris, 5 juin. — La proposition de loi tendant à fixer au 15 juin l'ouverture de la pêche à la ligne n'ayant pas été discutée, celle-ci reste fixée au 12 juin, jusque maintenant.

La prétendue comtesse de Salm

Paris, 5 juin. — La prétendue comtesse de Salm a été mise en liberté. Un non-huissier intervient en sa faveur.

Procès de Presse

Saint-Etienne, 5 juin. — Le cardinal Coullié ayant lué l'histoire du « Libre de Lyon », du « Lyon Républicain », de la « Loire Républicaine » et de la « Tribune », l'administration de ce journal a été poursuivie en justice pour avoir fraudé des droits de douanes de 500 francs de dommages-intérêts.

La première chambre du tribunal civil de Saint-Etienne a rendu ce matin son jugement, aux termes duquel la « Tribune » est déboutée de sa demande et condamnée aux dépens.

L'abbé Redl à la Chambre autrichienne

Vienne, 5 juin. — Des l'ouverture de la séance, le ministre autrichien de l'Intérieur a répondu aux interpellations sur les actes d'espionnage et le suicide du colonel Redl.

Jack Johnson condamné

Chicago, 5 juin. — Le boxeur Jack Johnson a été condamné à un an de détention dans une maison de correction pour contrevention à la loi contre la traite des blanches.

LES QUOTIDIENNES

Politique et Bienfaisance

Je ne sais plus dans laquelle de ses chansons Botrel nous demandait de ne pas confondre « politique et charité ». Ces deux mots, en effet, ne devraient jamais être accouplés. Et pourtant, qui oserait dire que dans la bienfaisance officielle, la seule dont nous ayons le droit de contrôler les effets, la politique ne joue pas un grand rôle ? Sans parler ici de l'injustice collective dont sont victimes les petits écoliers pauvres qui fréquentent les écoles libres légalement instituées, combien d'autres faits révoltants sont signalés à l'actif de certains répartiteurs des aides publiques. Dans trop de communes, la caisse de secours aux indigents est en même temps une caisse électorale où ne peuvent puiser que les amis. Le bulletin de vote y sert de bulletin d'admission aux établissements hospitaliers, et les administrateurs y spéculent indigne sur la misère et la faim au profit d'un parti.

LES CONGRÈS

M. MÉLINE

Paris, 5 juin. — M. Méline, ancien président du Conseil, remplaçant M. Prevet, président de la Fédération, assisté de MM. Touron, Milliard et Guillier, sénateurs; Leblond et Charles Benoist, députés. Dans l'assistance, on remarquait, à côté des délégués de Paris et de province, de nombreux membres du Parlement.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SEANCE DU MATIN

La séance est ouverte à 9 heures 15, sous la présidence de M. Puech, vice-président, devant sept députés, MM. Chéron, Dumont et Paul Morel sont au banc du gouvernement.

Le repos des femmes en couche

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur le repos des femmes en couche.

Quant à l'un d'eux, la France de la Triple-Entente n'a aucun ombage à prendre de l'événement, les journaux britanniques le lui demandent instamment, et le prochain voyage du Président de la République en Angleterre leur est, à ce sujet, le meilleur des arguments : « Aucun homme d'Etat français, dit l'un d'eux, ne peut se méprendre sur notre situation dans cette affaire. M. Poincaré, surtout, ne le peut pas. Il sera, dans peu de temps, reçu à Londres comme un hôte bienvenu pour la cause de la paix internationale. » L'« Observer », de Londres, déclare de son côté : « L'Entente cordiale, qui fut le prélude de la Triple-Entente, reste en toutes circonstances d'un intérêt vital pour notre pays. L'Entente cordiale est la combinaison politique à laquelle le sentiment populaire britannique est le plus attaché. »

L'INCIDENT de la Préfecture de Police

M. TOUNY HORS DE CAUSE

Paris, 5 juin. — Une conférence a eu lieu, ce matin, au ministère de l'Instruction publique, entre le Président du Conseil, le ministre de l'Intérieur et le préfet de police. A l'issue de cette conférence, la note suivante a été communiquée : « A la suite de l'enquête supplémentaire, ordonnée, hier, par M. Klotz, sur des faits révélés au Préfet de police, et au ministre de l'Intérieur, postérieurement aux débats devant la Chambre, il a été reconnu que M. Touny n'était pas coupable de la négligence qui lui était reprochée. » En conséquence, M. Hennion a été invité à ne pas donner suite à la mise à la retraite du directeur de la police municipale.

DANS LES BALKANS

Après la Signature de la Paix

UNE NOTE A LA PORTE

Constantinople, 5 juin. — Les agents des Compagnies de navigation étrangères ont fait, aujourd'hui, près de leurs ambassades respectives, une démarche pour demander l'enlèvement des mines dans les ports turcs et le rétablissement des feux dans les phares ottomans. L'ambassadeur de France a remis à la Porte une note déclarant que les spécialistes considèrent le dragage des mines fait à Smyrne comme insuffisant.

DISCOURS DE M. MÉLINE

Dans son discours d'ouverture, après avoir excusé M. Charles Prevet, empêché par l'état de sa santé de présider le Congrès, M. Méline déclare que « la situation actuelle du pays se caractérise par deux grands faits qui, avec le temps, ont tout désorganisé et qui ont complètement faussé la marche du gouvernement. L'entrée en scène du syndicalisme révolutionnaire ou à tendance révolutionnaire et l'altération, le forçement des rouages parlementaires. »

LE SERVICE DE TROIS ANS

M. Thalamas continue son discours

M. Thalamas poursuit son discours.

M. THALAMAS

Et, à propos de cet empressément si flatteur pour les distingués représentants de notre flotte de guerre, il n'est pas inopportuniste de faire remarquer que, jusqu'à l'année passée, l'armée de terre des deux pays avait seule bénéficié d'échanges de vue entre les états-majors. Depuis la convention militaire de 1802, conclue à Saint-Petersbourg par le général de Boudelafre, les chefs de l'armée russe et de l'armée française ont soigneusement maintenu la tradition de rencontres régulières dont l'accord initial avait prévu l'utilité. Mais, en 1912, le chef d'état-major de la Marine russe, le prince de Lieven, vint aussi à Paris. Quelques semaines après son séjour, on apprit qu'une convention navale venait d'être signée entre la France et la Russie. La nouvelle provoqua en Europe une certaine émotion. Mais ce qui aurait dû surprendre, c'était moins la signature de la nouvelle convention que le fait qu'on eût tant tardé à la négocier. Le traité d'alliance datant de vingt-et-un ans, la convention militaire de vingt ans, au moins, en effet, à concevoir pour quelles raisons la convention navale avait été si longtemps oubliée. L'alliance, pacifique par son but, associée en cas de guerre la totalité des forces alliées, il était donc logique que l'entente militaire de ces forces fût étudiée et déterminée à l'avance. L'oubli est réparé et il ne saurait être indifférent au sentiment français que la première préoccupation de l'empereur de Russie en venant dans ses Etats après les fêtes de Berlin ait été de s'y intéresser personnellement.

LE CAS DE M. LEFRANC

Paris, 5 juin. — La « Liberté » croit savoir que l'incident Touny sera clos par le départ de M. Lefranc, chef de Cabinet du chef de la police. M. Hennion, qui sera appelé à d'autres fonctions.

A LA CHAMBRE

Paris, 5 juin. — M. Painlevé renonce à soulever aujourd'hui un incident à la tribune sur l'affaire Touny. Il déclare qu'il consulte ses amis pour examiner s'il y a lieu de porter demain la question à la tribune.

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.

LE SERVICE DE TROIS ANS

On reprend la discussion de la loi militaire.

M. Thalamas continue son discours

M. THALAMAS

LE SERVICE DE TROIS ANS

On reprend la discussion de la loi militaire.

M. Thalamas continue son discours

M. THALAMAS

L'accident d'auto de M. Briand

L'ANCIEN MINISTRE RADIOGRAPHIE

Paris, 5 juin. — M. Briand a été radiographié à dix heures. Les médecins ont constaté une fracture des bords externes de l'omoplate sur une assez grande étendue. Les diverses contusions ne présentent aucune gravité. Seule, la fracture de l'épaule fait souffrir le malade.

CHOSSES & AUTRES

Rassurez-vous, il ne sera pas difficile de répondre à ses arguments.

Il paraît que la Régie va faire fabriquer des allumettes en carton.

Qui sait ? la réforme prendra peut-être.

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.

LE SERVICE DE TROIS ANS

On reprend la discussion de la loi militaire.

M. Thalamas continue son discours

M. THALAMAS

LE SERVICE DE TROIS ANS

On reprend la discussion de la loi militaire.

M. Thalamas continue son discours

M. THALAMAS

BULLETIN

5 juin.

La Chambre, dans sa séance du matin, a discuté le projet de loi sur le repos des

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

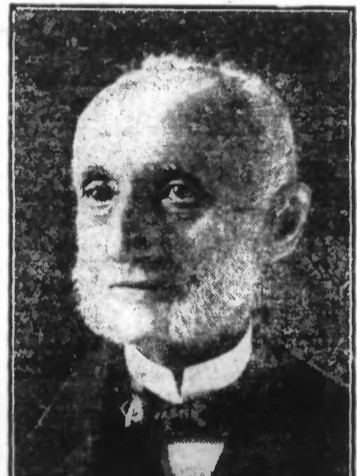
La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

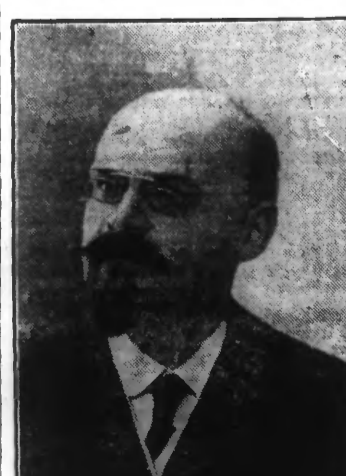
La Chambre adopte, par 445 voix contre 1, les crédits nécessaires au voyage du président de la République en Angleterre et en Espagne.



M. MÉLINE



M. A. LEFÈVRE



M. THALAMAS